qu'il dépeint les misères de l'insurrection, le gouvernement obligé de dépenser chaque jour des sommes énormes, d'entretenir sur le pied de guerre des forces considérables parce qu'il plaît, non pas à la masse de la population, mais à quelques agitateurs, de provoquer une révolution en Macédoine.

« On s'apitoie, dit-il, sur les chrétiens et on n'a pas tort, mais le pauvre paysan turc, qui donc en parle, lui qui souffre sans se plaindre, qui, sans murmurer, quitte son champ qu'il aime, sa famille, son village pour rester de longs mois au service militaire, garder les voies ferrées, poursuivre les bandes, obéir au Sultan? C'est la ruine de la Macédoine! Ces quatre-vingt-dix mille hommes maintenus à l'armée, c'est une perte sèche, car ils dépensent, ne produisent rien et ne se reproduisent pas : sans les troubles, dix mille enfants de plus auraient pu naître chaque année et seraient devenus de loyaux sujets de Sa Majesté. Que veut donc l'Europe? Elle veut des réformes, soit; mais qu'elle nous donne le moyen de les faire, et vous savez avec quelles hésitations, après quels atermoiements elle nous accorde cette augmentation de 3 pour 100 des droits de douane dont les trois quarts doivent être affectés à solder les réformes. On ne peut pas exiger cependant que la Turquie se ruine tout entière pour favoriser trois vilayets et encourager l'insurrection en lui donnant une prime. La France, la première, a consenti, sans difficultés, à cet accroissement des droits de douane, mais la France est une nation généreuse et juste... »

Puis l'Inspecteur général se fait apporter des dossiers, notamment celui d'un des derniers procès bulgares, l'affaire du docteur Kouchef, de Koumanovo; il les feuillette avec le consul de France, lui montre les pièces originales que les Bulgares l'accusent de